

TG vous

L'Express – Expression - Sylvain Ranjalahy – 14/04/10

La Grande muette n'a jamais été aussi volubile. Une loquacité qui le dispute au crépitement des armes de plus en plus menaçant entre les fractions, les tendances politiques d'une part, les clivages, les dissensions ethniques ou tribales, les luttes d'influences entre officiers, d'autre part. C'est assez pour ébranler «l'unicité» de l'armée, laquelle n'aurait pas nécessité les nombreux discours d'apaisement et de rassemblement, d'assises militaires, si elle était réelle.

L'ultimatum lancé par les Forces armées à Andry Rajoelina équivaut au coup de sifflet d'un chef de gare sommant un TGV en panne d'essence de quitter le quai. Un coup d'État fait dans les règles de l'art et avec beaucoup de civilité, pour le moment sans casse et sans victimes. La situation n'est pas sans rappeler celle de la Tunisie en 1987 quand le vieux président Habib Bourguiba s'était fait destituer par son Premier ministre Zine el-Abidine Ben Ali, aidé par l'armée, élu depuis président.

Cela démangeait aux Forces armées de prendre la direction des affaires. Certains officiers ont osé affirmer qu'ils auraient dû être chef d'État et se sont fait entendre ces derniers jours dans des histoires aussi graves qu'abracadabrantes de coup d'État. On s'étonne du fait qu'ils n'aient pas pris directement le pouvoir l'année dernière après avoir délogé Ravalomanana. Cela aurait facilité, du moins accéléré la fin de la crise.

Le refus d'un directoire militaire à qui l'ancien président avait remis ses pouvoirs dénote d'ailleurs une profonde divergence parmi les officiers, dont la devise est depuis quelque temps «pour le patron». Sinon, l'Armée, dernier rempart de la République, aurait immédiatement accompli son devoir durant le lundi noir du 26 janvier 2009 sans attendre les consignes d'un pouvoir qui n'existait plus. Le général Gilles Andriamahazo l'avait fait en 1975, sans qu'on le lui demanda, après l'assassinat du colonel Ratsimandrava, chef de l'État, pour éviter le chaos. Il ne s'était pas incrusté au pouvoir.

Maintenant l'Armée se fait entendre à un moment où elle se sent menacée par une «guerre des étoiles» difficile à régler. Elle est allée dire ses quatre vérités à son chef suprême qui ne jouit pas hélas, de l'autorité naturelle d'un président élu, de l'obéissance due à un président sorti des urnes et qui peut imposer, d'une voix de stentor, dans un écho de TG vous, le silence dans les rangs. Les choses sont devenues ainsi surréalistes mais loin d'être étonnantes dans la mesure où elles ne sont que l'injuste retour des choses depuis la mutinerie de 2009 avec presque les mêmes acteurs, moins le général Rakotonandrasana, éjecté du train en marche Rajoelina a quinze jours pour renverser la vapeur. Cela pourrait passer par une entrevue avec son ennemi juré, peut-être à Johannesburg. Un pari risqué mais il joue banco. S'il échoue, il risquerait de partager l'exil avec sa victime. L'Armée serait tentée de faire le nécessaire pendant son absence. On ignore si ce n'était pas le challenge que les officiers lui avaient imposé dans leur ultimatum.

Reste à savoir comment Rajoelina pourrait bien obtenir un visa pour se rendre en Afrique étant donné les sanctions infligées par l'Union africaine, qui plus est dans un pays de la SADC.